

Buyantueva, R., Texte traduit de l'anglais par Delizée, A. (2024). « Mouvement LGBT international extrémiste » Une invention russe. La Revue Nouvelle, n° 7(7), 42-49. <https://doi.org/10.3917/rn.243.0042>.

Cinquième article du dossier « La Russie selon Vladimir Poutine »

Radzhana Buyantueva

Traduction de l'anglais : Anne Delizée

Mots clefs : contrôle autoritaire ; traditionalisme ; droits LGBTQ+

Titre : L'invention d'un « mouvement LGBT international extrémiste » en Russie

Chapô

Dans sa volonté d'exercer un contrôle autoritaire, le gouvernement russe a intensifié ses efforts pour limiter les droits des personnes queers¹ et les normes en matière de genre, ce qui a abouti à l'interdiction de la « propagande LGBTQ+ » et à la classification de l'activisme LGBTQ+ en tant qu'extrémisme. Quels sont les développements historiques, juridiques et sociopolitiques qui ont mené à la persécution de cette communauté ? Quels sont les stratégies de répression et les cadres idéologiques utilisés par le Kremlin pour maintenir le pouvoir et encourager le conformisme social ?

En novembre 2023, la Cour suprême de Russie a statué en faveur des poursuites engagées par le ministère de la Justice contre ce qui est appelé le « mouvement LGBT international », l'accusant d'inciter à la discorde sociale et religieuse. Cette décision traite le militantisme LGBTQ+ comme de l'extrémisme, ce qui ouvre la voie à des poursuites judiciaires arbitraires et à des sanctions sévères pouvant aller jusqu'à 12 ans d'emprisonnement. Cette décision n'est pas un incident isolé, mais s'inscrit dans le cadre des politiques de plus en plus autoritaires de la Russie visant à réprimer la dissidence et à défendre les valeurs dites traditionnelles. Elle relève donc d'un large schéma de contrôle, dans lequel le gouvernement cible les groupes marginalisés pour consolider le pouvoir et promouvoir le conformisme.

L'analyse qui suit prend comme point de départ les mécanismes de contrôle social typiques des régimes autoritaires et retrace les développements historique, juridique et sociopolitique qui ont mené à ces mesures draconiennes. L'objectif est de fournir les principales clefs de compréhension

¹ Les termes « queer », « non hétéronormatif » et « LGBTQ+ » seront utilisés indifféremment dans cet article afin d'englober les multiples identités et désirs qui ne se conforment pas aux normes hétéronormatives dominantes en matière de genre et de sexualité.

des raisons qui ont poussé le Kremlin à présenter les droits des personnes LGBTQ+ comme une menace existentielle pour la société et l'État.

Autoritarisme, contrôle social et conformisme

Les régimes autoritaires modernes recourent à toute une série de mécanismes pour se maintenir au pouvoir, contrôler la population et résister aux avancées démocratiques. Le contrôle social englobe toutes les pratiques et dispositions humaines qui contribuent à l'ordre social et qui incitent en particulier les gens à se conformer.

Le traitement discriminatoire réservé aux minorités marginalisées constitue l'une des principales manifestations du contrôle social autoritaire. Les dirigeant-es autocratiques ont en effet volontiers tendance à poursuivre les contrevenant-es aux normes hégémoniques et à leur interdire d'exprimer leurs opinions, parce que les croyances, valeurs et comportements qui s'écartent de la convention sociale propagée par l'État menacent la cohésion sociale (Feldman 2003).

Pour garantir la conformité et maintenir l'ordre, les régimes autoritaires ne s'appuient pas seulement sur la répression et la cooptation, mais également sur des cadres de référence tels que « valeurs traditionnelles » et « protection de la famille nucléaire », qui servent de justifications idéologiques. Les autocraties recherchent la légitimité par le biais de revendications, de symboles, de récits et de procédures, et les cadres de référence officiels offrent cette légitimité en affirmant la supériorité morale du régime et en justifiant la discrimination et la violence à l'égard de certains groupes et individus (Edel *et al.* 2018).

Ce type de dynamique est particulièrement évident dans la manière dont le gouvernement russe traite les personnes queers. Chaque période de renforcement de l'autoritarisme du Kremlin s'est accompagnée de mesures politiques anti-LGBTQ+.

Les droits LGBTQ+ en Russie avant la promotion du traditionalisme

L'ère soviétique criminalisait les relations consensuelles entre hommes de même sexe et soumettait les femmes lesbiennes à un traitement psychiatrique. Cette politique, qui a commencé sous Staline dans les années 1930, était motivée par la volonté de favoriser l'accroissement démographique. Elle a donné lieu à toute une série de cadres de référence sur le genre et la sexualité, marquant ainsi le début de l'homophobie politique en Russie. Si celle-ci s'est affaiblie sous Boris Eltsine, elle a repris de plus belle sous Vladimir Poutine, le Kremlin étant revenu aux anciens cadres de référence soviétiques, comme nous allons le voir ci-après.

Les bouleversements sociopolitiques qui suivirent l'effondrement de l'URSS ont mené à l'abandon des poursuites pénales à l'encontre des personnes queers et facilité l'épanouissement de la communauté LGBTQ+. Dans la Russie de Boris Eltsine, les relations homosexuelles ont été légalisées en 1993 et dépathologisées en 1999. Depuis lors, cependant, il n'y a eu que peu d'autres changements juridiques positifs en matière des droits LGBTQ+. Bien que la Constitution russe de 1993 stipule l'égalité entre les personnes et interdise la discrimination fondée sur la race, le statut social, l'origine nationale, linguistique ou religieuse, elle ne mentionne pas explicitement la protection des orientations sexuelles et des identités de genre. Les relations entre personnes de même sexe, ce qui inclut le mariage ou toute autre modalité de vie commune, ne sont pas reconnues juridiquement. Jusqu'en 1997, le droit pénal prévoyait des peines plus sévères pour les personnes de même sexe en ce qui concerne l'âge du consentement et les sanctions en cas de viol. Depuis 1997, le nouveau Code pénal (art. 132 et 133) considère de manière égale les relations hétérosexuelles et homosexuelles. En 2008, la Russie a abrogé l'interdiction faite aux gays de donner leur sang. En ce qui concerne les droits des personnes transgenres, une évaluation psychiatrique est obligatoire avant de commencer un traitement hormonal ou une opération chirurgicale. En 1997, il est devenu possible de modifier le genre légal sur les documents d'identité, mais le processus est resté complexe et lent jusqu'à ce qu'il soit considérablement simplifié en 2018. À cette date, il devint possible de changer de genre légal sur la base d'un certificat médical sans qu'il soit nécessaire de recourir à la chirurgie ou à un traitement hormonal de substitution. Cela s'explique par le fait que jusqu'en 2023, les droits des personnes transgenres étaient considérés comme une question médicale et une affaire personnelle, à régler par le ministère de la Santé plutôt que par l'appareil législatif, ce qui a permis des avancées considérables en matière de transition médicale et juridique.

Communauté LGBTQ+ russe et visibilité

Au cours des deux premières décennies qui ont suivi la chute de l'Union soviétique, la Russie a donc connu une amélioration progressive en ce qui concerne les droits et la visibilité des personnes LGBTQ+. Cette évolution a été facilitée par l'adoption d'idées démocratiques libérales et par la transition vers un fonctionnement économique plus souple. En conséquence, la visibilité des personnes LGBTQ+ dans les médias s'est améliorée, des espaces queers ont vu le jour, et leur militantisme s'est développé. Les Russes queers ont profité de cette transformation sociopolitique pour, entre autres activités (Buyantueva 2018), ouvrir des bars et des clubs (par exemple, Mayak,

3 Monkeys, Central Station), créer des organisations (telles que Moscow Association for Gays and Lesbians et Russian LGBT Network) et mettre en place des réseaux transnationaux et internationaux. Les communautés LGBTQ+ des grandes villes telles que Moscou et Saint-Petersbourg étaient à la pointe du développement, offraient sécurité et anonymat, et attiraient des personnes queers venues d'autres régions. Toutefois, les lieux de rencontre LGBTQ+ dans les espaces urbains ne sont pas concentrés dans des quartiers spécifiques, comme à Greenwich Village aux États-Unis. Il s'agit principalement de boîtes de nuit et de bars disséminés dans les villes pour éviter d'attirer une attention hostile et en raison du développement urbanistique chaotique post-soviétique.

Par ailleurs, l'expansion des médias numériques dans tout le pays a elle aussi sensiblement contribué au développement identitaire et communautaire des personnes LGBTQ+. La communication en ligne a en effet permis d'accéder à des informations sur les identités, les espaces et les sujets de réflexion non hétéronormatifs, et d'établir des liens grâce aux forums, blogs et médias sociaux.

Ainsi, la démocratisation et la libéralisation de l'État a permis aux Russes LGBTQ+ d'être plus visibles et plus actifs sur le plan social. De nombreuses initiatives queers dépendant largement de donations internationales, la communauté s'est de plus en plus ouverte aux idées occidentales sur la sexualité, le genre et le militantisme (Buyantueva 2022a). Par conséquent, les militant-es ont progressivement adopté les politiques identitaires occidentales et sont devenu-es plus visibles lors d'événements publics tels que la Marche des Fiertés. Or, la visibilité d'un groupe marginalisé est susceptible d'entraîner des réactions sociopolitiques défavorables. Sous Poutine, les autorités ont interdit ce type de manifestation en invoquant notamment la « propagande LGBTQ+ » et la violation de la réglementation relative aux événements publics (Buyantueva 2022b).

La queerphobie politique en Russie

Depuis la réélection de Vladimir Poutine en 2012, l'État russe a de plus en plus versé dans l'autoritarisme et l'anti-occidentalisme. Il a mêlé patriarcat, valeurs traditionnelles et patriotisme dans une espèce d'idéologie unificatrice, qui se reflète dans les politiques promouvant la « famille traditionnelle » et l'hétéronormativité en matière de genre et de sexualité. La question des droits des personnes LGBTQ+ joue un rôle clef dans les efforts de l'État pour s'assurer de la conformité sociale : des politiques régionales et fédérales ont été mises en œuvre pour restreindre leur visibilité, interdisant notamment la « propagande des relations sexuelles non traditionnelles ».

Comme l'indique la terminologie utilisée dans les lois, les législateur·ices ont d'abord ciblé les « relations sexuelles », sans mentionner directement les droits des personnes trans. Cette omission a permis des avancées médicales et juridiques en la matière jusqu'en 2023.

La première interdiction de la « propagande LGBTQ+ » auprès des enfants a été introduite dans la région de Riazan² en 2006, et elle a été appliquée dans plusieurs autres régions au début des années 2010. En 2013, c'est au niveau fédéral que cette loi a été adoptée. Après le tournant dictatorial de 2022, elle a été modifiée pour interdire toute représentation positive ou neutre de la non-hétéronormativité à l'ensemble de la population, quel que soit l'âge. En vertu de cette loi, l'homosexualité est assimilée à la pédophilie. La « propagande LGBTQ+ » dans la sphère publique, y compris dans les médias, la littérature, les films, les arts et les espaces publics, est proscrite. Les amendements de 2022 précisent que sont considérées comme propagande toute action publique et toute diffusion d'informations à propos « des relations et des préférences sexuelles non traditionnelles ou du changement de genre ». Les informations explicitement queerphobes, elles, sont acceptables, car elles n'encouragent pas « l'attrait des relations et/ou préférences sexuelles non traditionnelles ou le changement de sexe » (article 6.21 du Code russe des infractions administratives). La « propagande LGBTQ+ » est considérée comme une infraction administrative passible d'amendes élevées pouvant aller jusqu'à 5 millions de roubles (soit près de 55 000 euros), d'arrestations administratives et d'expulsions dans le cas d'étrangers ayant commis cette infraction.

La Cour européenne des droits de l'homme estime que cette loi est discriminatoire et constitue une violation de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH 2017). Toutefois, la Russie a adopté une approche isolationniste à l'égard du droit international au cours des dix dernières années. Depuis 2015, la Cour constitutionnelle russe a le pouvoir de déclarer les décisions des cours et tribunaux internationaux inexécutables si elles sont jugées incompatibles avec la Constitution russe. En outre, à la suite des amendements constitutionnels de 2020, les traités internationaux et les décisions des organismes internationaux peuvent être ignorés s'ils entrent en contradiction avec la Constitution. Après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie en février 2022, cette dernière a mis un terme à son adhésion au Conseil de l'Europe et s'est retirée de la Convention européenne des droits de l'homme. Il est dès lors peu probable que les décisions de la CEDH concernant les droits des personnes LGBTQ+ soient appliquées en Russie.

² Région de Russie occidentale, au sud de Moscou.

Les amendements constitutionnels de 2020 ont juridiquement posé les fondements idéologiques du pays. Ils soulignent en effet l'importance du patriotisme, de la religion, des valeurs traditionnelles, de la famille traditionnelle et du bien-être des enfants. Ils définissent également le mariage comme une union entre un homme et une femme, ce qui renforce l'hétéronormativité. En outre, une loi avait été adoptée en 2013 pour interdire aux couples homosexuels étrangers et aux citoyen·nes de pays reconnaissant les unions homosexuelles d'adopter un enfant russe. En 2023, les procédures de transition de genre ont été interdites, bien que cette dernière ait été autorisée en URSS dès 1926 et qu'elle ait été légalement définie en 1976.

Tous ces bouleversements législatifs et politiques portent atteinte aux droits des personnes LGBTQ+. Le point d'orgue de cette violation est l'arrêt pris en 2023 par la Cour suprême russe, qui déclare « le mouvement LGBT international » extrémiste. Cette décision se fonde sur la construction fictive d'un « mouvement LGBT international » par le ministère de la Justice. La Cour a tenu une audience à huis clos en l'absence de militant·es LGBTQ+ et leur a refusé le droit à une procédure régulière. Il faut se rappeler qu'en vertu du droit pénal, la participation à des activités extrémistes est passible d'une lourde peine d'emprisonnement. Cet arrêt a dès lors sensiblement accru les risques de poursuites judiciaires pour les personnes LGBTQ+, entravé le développement de la communauté et rendu plus difficile la défense des droits des LGBTQ+ en public. Plusieurs personnes ont ainsi été condamnées pour extrémisme en Russie en février 2024 parce qu'elles avaient porté des symboles arc-en-ciel ou les avaient affichés en ligne.

Traditionalisme patriarcal et masculinité

Le durcissement des politiques anti-LGBTQ+ en Russie découle de la dérive du pays vers l'autoritarisme patriarcal. Au cours des dix dernières années, le gouvernement a activement promu les valeurs traditionnelles, conçues comme des lignes directrices morales qui façonnent la vision du monde des citoyen·nes russes et sont censées sauvegarder et renforcer la nation. Le concept de traditionalisme s'inspire de la morale soviétique et de son héritage de queerphobie, tel que la pathologisation des relations entre personnes de même sexe et la glorification de la famille traditionnelle en tant que pierre angulaire d'une nation forte. Ce récit entre en résonance avec la nostalgie d'un passé glorieux supposé meilleur, largement répandue dans la population.

Le Kremlin présente donc le traditionalisme et le rejet des droits des personnes LGBTQ+ comme essentiels à la sécurité sur le plan intérieur et extérieur, ainsi qu'à la souveraineté de la nation. Ces droits sont décrits comme imposés par les libéraux occidentaux et incompatibles avec les « vraies

valeurs européennes ». Face aux idéaux d'égalité et de droits LGBTQ+ de l'Occident libéral, la Russie se présente comme l'État défenseur de la majorité et de l'hétéronormativité. Les pays libéraux occidentaux sont quant à eux caractérisés comme un espace de dépravation, où les rôles de genre sont déformés, les couples de même sexe peuvent adopter et corrompre les enfants, et la masculinité est érodée.

L'autoritarisme patriarcal du Kremlin fait en effet la promotion de la virilité, qui recouvre l'intériorisation et l'approbation active des croyances culturelles sur la masculinité et le genre masculin. L'importance accordée à la masculinité trouve son origine dans l'insécurité sur les plans national, économique et géopolitique. Dans les années 1990 et 2000, la Russie a en effet été confrontée à des défis colossaux, tels que crises économiques successives, effondrement démographique et perte de puissance à l'international, ce qui a suscité un sentiment d'« émasculatation » au sein de la population (Riabov *et al.* 2014). Le Kremlin a tiré parti de ce sentiment d'insécurité pour renforcer le contrôle autoritaire et rétablir la Russie en tant que puissance mondiale. Poutine lui-même est devenu un symbole fort du machisme, lui qui affiche sa force physique et prononce des discours vigoureux. Sa masculinité entre en contraste avec l'Occident « immoral et efféminé » (Foxall 2019). Les politiques et les médias russes dénoncent avec véhémence la « Gayropa », terme utilisé pour tourner l'Europe en dérision en raison de son affirmation des droits des personnes LGBTQ+. En parallèle, la société se militarise, la victoire remportée par l'URSS lors de la Seconde Guerre mondiale est glorifiée et une éducation militaire patriotique est enseignée dans les écoles.

Le Kremlin s'est donc fait le chantre du traditionalisme patriarcal et de la masculinité, ce qui a élevé la misogynie et la queerphobie au rang de norme. L'idée que l'homme russe est fort par essence a été renforcée, et les non-hétéronormativités ont été considérées comme une tentative occidentale de « féminiser » la nation (Riabov *et al.* 2014). La marginalisation et la radicalisation d'une minorité renforçant la supériorité d'une majorité, la popularisation politique de la queerphobie a été utilisée pour intensifier le contrôle de la société par l'État, qui agite le spectre de l'« ennemi public ». Présenter la non-hétéronormativité comme une menace pour la nation justifie la discrimination à l'encontre de la communauté LGBTQ+ : elle est devenue le bouc émissaire idéal pour cadenasser la société.

Espoir contre espoir

La décision de justice rendue en 2023, qui assimile activisme LGBTQ+ et extrémisme, a rendu la vie des Russes queers encore plus pénible, ce qui pousse à l'émigration. Bien qu'il n'existe pas de données concrètes sur le nombre de personnes LGBTQ+ qui ont fui le pays, beaucoup d'entre elles ont émigré dans l'UE, aux États-Unis, au Canada et dans des pays exemptés de visa comme l'Argentine, la Géorgie et la Turquie. Pour se rencontrer, les personnes qui choisissent de rester en Russie ont recours à des méthodes prudentes, proches des tactiques de l'ère soviétique, telles que réunions secrètes et langage codé. En outre, l'extension de l'interdiction de la « propagande LGBTQ+ » depuis 2022 a rendu difficile l'expression de l'homosexualité et le soutien aux droits LGBTQ+, même en ligne. Cette situation engendre un risque de désengagement et d'autocensure de la communauté queer dans le cyberspace. Néanmoins, on peut espérer que les développements technologiques, tels que les services VPN, maintiendront sa présence en ligne.

Actuellement, le simple fait de vivre en tant que personne queer peut être considéré comme une forme de résistance. Pour minimiser les dangers de la visibilité et du *coming out*, les expressions culturelles ayant recours à des métaphores et au symbolisme peuvent également devenir un moyen pour faire évoluer et renforcer cette visibilité dans des conditions hautement répressives.

Tant que l'autoritarisme patriarcal persistera, traînant derrière lui le traditionalisme et l'hétéronormativité, les personnes queers seront confrontées à une marginalisation et à une discrimination permanentes. Le problème fondamental est que la Russie doit se démocratiser et adopter des politiques féministes et queers. Il ne faut toutefois pas conclure que la société russe est largement homophobe. La popularité des publications au contenu LGBTQ+ sur les médias sociaux, telles que les vidéos TikTok, parmi les jeunes Russes peut être un indicateur positif. La demande pour ce genre de contenu reflète l'espoir à placer dans la jeune génération, qui peut s'efforcer d'établir un avenir plus libéral pour la Russie, où les droits LGBTQ+ seront reconnus et protégés.

Buyantueva, Radzhana. LGBT Rights Activism and Homophobia in Russia. *Journal of Homosexuality*, 2018, 65, n° 4, 456-483.

Buyantueva, Radzhana. Cultural and Geopolitical Conflicts between the West and Russia: Western NGOs and LGBT Activism. *Connexe*, 2022a, 8, 148-167.

Buyantueva, Radzhana. *The Emergence and Development of LGBT Protest Activity in Russia*. Cham: Palgrave Macmillan, 2022b.

CEDH. *Baev and Others v. Russia*. 20 June 2017.

Edel, Mirjam. Josua, Maria. How authoritarian rulers seek to legitimize repression: Framing mass killings in Egypt and Uzbekistan. *Democratization*, 2018, 25, n°5, 882–900.

Feldman, Stanley. Enforcing Social Conformity: A Theory of Authoritarianism. *Political Psychology*, 2003, 24, n°1, 41-74.

Foxall, Andrew. From Evropa to Gayropa: A Critical Geopolitics of the European Union as Seen from Russia. *Geopolitics*, 2019, 24, n°1, 174–193.

Riabov, Oleg. Riabova, Tatiana. The Remasculinization of Russia? Gender, Nationalism, and the Legitimation of Power under Vladimir Putin. *Problems of Post-Communism*, 2014, 61, n°2, 23–35.